

# SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 171)

## DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(MARTINAZZOLI)

e col **Ministro della Marina Mercantile**

(CARTA)

**COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 28 SETTEMBRE 1983**

Ratifica ed esecuzione del Protocollo di modifica della Convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, come emendata dal Protocollo del 23 febbraio 1968, aperto alla firma a Bruxelles il 21 dicembre 1979

ONOREVOLI SENATORI. — Tutte le Convenzioni internazionali aventi risvolti economici hanno sempre avuto l'esigenza di far riferimento ad una unità monetaria il più largamente riconosciuta ed avente, inoltre, il massimo possibile di stabilità.

In linea con i principi su esposti, la Convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, così come pure il Protocollo di modifica della stessa del 23 febbraio 1968, (regole di Wisby), fanno riferimento all'oro; la prima attraverso l'unità di misura in sterline oro, il secondo attraverso l'unità di misura espressa in «franchi Poincaré».

Tuttavia, il variare del valore dell'oro intervenuto nell'ultimo decennio ha posto il problema di ricercare una nuova unità di conto che possa meglio rispondere ai principi generali della stabilità e della universalità.

Nei competenti ambienti internazionali il problema è stato a lungo dibattuto ed è stato individuato, quale auspicabile unità di misura, il così detto «diritto speciale di prelievo» il cui valore è determinato dal Fondo monetario internazionale.

A tali criteri si sono ispirate le più recenti Convenzioni internazionali.

Tale nuova realtà ha reso necessario adeguare anche le precedenti Convenzioni, come quella in esame.

Passando poi più in particolare al Protocollo alla Convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, come emendata dal Protocollo del 23 febbraio 1968, aperto alla firma a Bruxelles il 21 dicembre 1979, è da notare che l'articolo 2 sostituisce il «franco Poincaré», previsto dall'articolo 4 del Protocollo del 1968, con i «diritti speciali di prelievo», calcolati in misura corrispondente.

Con lo stesso articolo vengono anche precisati i metodi di conversione dei «diritti speciali di prelievo» nelle rispettive monete nazionali, con un sistema il più possibile equivalente sia che ci si trovi alla presenza di Paesi che fanno parte del Fondo monetario internazionale, che a quelli che non vi fanno parte.

L'articolo 3 stabilisce un sistema di arbitraggio per le eventuali controversie scaturite dall'interpretazione e dalla applicazione del Protocollo.

Gli altri articoli hanno carattere meramente procedurale.

**DISEGNO DI LEGGE****Art. 1**

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo di modifica della Convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, come emendata dal Protocollo del 23 febbraio 1968, aperto alla firma a Bruxelles il 21 dicembre 1979.

**Art. 2**

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo VIII del Protocollo stesso.

## PROTOCOLE

**portant modification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance du 25 août 1924, telle qu'amendée par le Protocole de modification du 23 février 1968.**

Les Parties contractantes au present protocole,

Etant Parties à la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance faite à Bruxelles le 25 août 1924, telle qu'amendée par le Protocole portant modification de cette Convention, fait à Bruxelles le 23 février 1968,

Sont convenues de ce qui suit:

### ARTICLE I.

Aux fins du présent Protocole, il faut entendre par « Convention » la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance et son Protocole de signature faits à Bruxelles le 25 août 1924, telle qu'amendée par le Protocole fait à Bruxelles le 23 février 1968.

### ARTICLE II.

1. L'alinéa (a) du paragraphe 5 de l'article 4 de la Convention est remplacé par le texte suivant:

« (a) A moins que la nature et la valeur des marchandises n'aient été déclarées par le chargeur avant leur embarquement et que cette déclaration ait été insérée dans le connaissance, le transporteur, comme le navire, ne seront en aucun cas responsables des pertes ou dommages des marchandises ou concernant celles-ci pour une somme supérieure à 666,67 unités de compte par colis ou unité, ou 2 unités de compte par kilogramme de poids brut des marchandises perdues ou endommagées, la limite la plus élevée étant applicable ».

2. L'alinéa (d) du paragraphe 5 de l'article 4 de la Convention est remplacé par le texte suivant:

« (d) L'unité de compte mentionnée dans le présent article est le Droit de Tirage Spécial tel que défini par le Fonds Monétaire

International. La somme mentionnée à l'alinéa (a) de ce paragraphe sera convertie dans la monnaie nationale suivant la valeur de cette monnaie à une date qui sera déterminée par la loi de la juridiction saisie de l'affaire.

La valeur en Droit de Tirage Spécial d'une monnaie nationale d'un Etat qui est membre du Fonds Monétaire International est calculée selon la méthode d'évaluation appliquée par le Fonds Monétaire International, à la date en question pour ses propres opérations et transactions. La valeur en Droit de Tirage Spécial d'une monnaie nationale d'un Etat non membre du Fonds Monétaire International est calculée de la façon déterminée par cet Etat.

Toutefois, un Etat qui n'est pas membre du Fonds Monétaire International et dont la législation ne permet pas l'application des dispositions prévues aux phrases précédentes peut, au moment de la ratification du Protocole de 1979 ou de l'adhésion à celui-ci ou encore à tout moment par la suite, déclarer que les limites de la responsabilité prévues dans cette Convention et applicables sur son territoire sont fixées de la manière suivante:

- i) en ce qui concerne la somme de 666,67 unités de compte mentionnée à l'alinéa (a) du paragraphe 5 du présent article, 10.000 unités monétaires;
- ii) en ce qui concerne la somme de 2 unités de compte mentionnée à l'alinéa (a) du paragraphe 5 du présent article, 30 unités monétaires.

L'unité monétaire à laquelle il est fait référence à la phrase précédente correspond à 65,5 milligrammes d'or au titre de 900 millièmes de fin. La conversion en monnaie nationale des sommes mentionnées dans cette phrase s'effectuera conformément à la législation de l'Etat en cause.

Le calcul et la conversion mentionnés aux phrases précédentes seront faits de manière à exprimer en monnaie nationale de l'Etat, dans la mesure du possible, la même valeur réelle pour les sommes mentionnées à l'alinéa (a) du paragraphe 5 du présent article, que celle exprimée en unités de compte.

Les Etats communiqueront au dépositaire leur méthode de calcul, ou les résultats de la conversion selon les cas, au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion et chaque fois qu'un changement se produit dans leur méthode de calcul ou dans la valeur de leur monnaie nationale par rapport à l'unité de compte ou à l'unité monétaire ».

### ARTICLE III.

Tout différend entre les Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole qui ne peut pas être réglé par voie de négociation, est soumis à l'arbitrage, à la requête de l'une d'entre elles. Si dans les six mois qui suivent la date de la demande

d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour Internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

#### ARTICLE IV.

1. Chaque Partie contractante pourra, au moment de la signature ou de la ratification du présent Protocole ou au moment de l'adhésion, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par l'article III.

2. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Gouvernement belge.

#### ARTICLE V.

Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats qui ont signé la Convention du 25 août 1924 ou le Protocole du 23 février 1968 ou qui sont Parties à la Convention.

#### ARTICLE VI.

1. Le présent Protocole sera ratifié.

2. La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas Partie à la Convention vaut également pour la Convention.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge.

#### ARTICLE VII.

1. Les Etats non visés à l'article V pourront adhérer au présent Protocole.

2. L'adhésion au présent Protocole vaut également pour la Convention.

3. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement belge.

#### ARTICLE VIII.

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de cinq instruments de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat ratifiant le présent Protocole ou y adhérant après le cinquième dépôt, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

## ARTICLE IX.

1. Les Parties contractantes pourront dénoncer le présent Protocole par notification au Gouvernement belge.
2. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par le Gouvernement belge.

## ARTICLE X.

1. Tout Etat pourra, au moment de la signature de la ratification, de l'adhésion ou à tout moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge quels sont parmi les territoires dont il assure les relations internationales ceux auxquels s'applique le présent Protocole. Le Protocole sera applicable aux dits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Gouvernement belge, mais pas avant la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de cet Etat.
2. Cette extension vaudra également pour la Convention si celle-ci n'est pas encore applicable à ces territoires.
3. Les Parties contractantes qui ont souscrit une déclaration au titre du paragraphe 1 du présent article, pourront à tout moment, aviser le Gouvernement belge que le Protocole cesse de s'appliquer aux territoires en question. Cette dénonciation prendra effet un an après la date de réception par le Gouvernement belge de la notification de dénonciation.

## ARTICLE XI.

Le Gouvernement belge notifiera aux Etats signataires et adhérents:

1. Les signatures, ratifications et adhésions reçues en application des articles V, VI et VII.
2. La date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur en application de l'article VIII.
3. Les notifications au sujet de l'application territoriale faites en exécution de l'article X.
4. Les déclarations et communications faites en application de l'article II.
5. Les déclarations faites en application de l'article IV.
6. Les dénonciations reçues en application de l'article IX.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Bruxelles, le 21 décembre 1979, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge, lequel en délivrera des copies certifiées conformes.

*Pour l'Algérie:*

*Pour la République Fédérale d'Allemagne:*

*Pour l'Angola:*

*Pour l'Argentine:*

*Pour la Belgique:*

F. BAEKELANDT

*Pour le Chili:*

E. CORNEJO FULLER

*Pour l'Etat de la Cité du Vatican:*

S. Marcus HELMONS

*Pour le Danemark:*

*Pour l'Egypte:*

*Pour l'Equateur:*

*Pour l'Espagne:*

Nuño AGUIRRE de CARCER y LOPEZ

(4 juin 1980)

*Pour les Etats-Unis d'Amérique:*



*Pour la Finlande:*

*Pour la France:*

*Pour la Grèce:*

*Pour la Hongrie:*

*Pour Israël:*

*Pour l'Italie:*

Fernando NATALE

(30 octobre 1980)

*Pour le Japon:*

*Pour le Kenya:*

*Pour le Liban:*

J. DONATO

(7 février 1980)

*Pour le Liberia:*

*Pour Madagascar:*

P. RANJEVA

(11 janvier 1980)

*Pour Monaco:*

*Pour le Nigeria:*

*Pour Maurice:*

*Pour la Norvège:*

*Pour les Pays-Bas:*

*Pour le Pérou:*

*Pour la Pologne:*

W. FLERA

*Pour le Portugal:*

Paulo Tiago Fernandes JERONIMO da SILVA

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:*

C. A. PALMER

*Pour le Sénégal:*

*Pour Singapour:*

G. J. KNIGHT

*Pour la Suède:*

*Pour la Suisse:*

W. MULLER

R. STETTLER

*Pour la Syrie:*

F. LAHAM

L'acceptation de ce Protocole ainsi que sa signature n'implique en aucune façon la reconnaissance d'Israël et n'entraîne pas l'engagement de la République Arabe Syrienne d'entretenir des relations découlant des dispositions de ce document.

**TRADUZIONE NON UFFICIALE**

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel Protocollo, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

**PROTOCOLLO**

**di modifica della Convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico emendata dal Protocollo di modifica del 23 febbraio 1968.**

Le Parti contraenti del presente Protocollo,

essendo Parti alla Convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, fatta a Bruxelles il 25 agosto 1924 emendata dal Protocollo di modifica di questa Convenzione fatto a Bruxelles il 23 febbraio 1968,

Hanno convenuto quanto segue:

**ARTICOLO I.**

Ai fini del presente Protocollo, per « Convenzione » si intende la Convenzione internazionale per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico e il suo Protocollo fatti a Bruxelles il 25 agosto 1924, così come emendata dal Protocollo fatto a Bruxelles il 23 febbraio 1968.

**ARTICOLO II.**

1. L'articolo 4, paragrafo 5 (a), della Convenzione è sostituito dal testo seguente:

« (a) A meno che la natura ed il valore di tali merci sia stato dichiarato dallo spedizioniere prima della spedizione e inserito nella polizza di carico, né il vettore né la nave saranno in alcun caso né diventeranno responsabili di perdite o danni alle merci o rela-

tivamente ad esse per un ammontare superiore a 666,67 unità di conto per collo o unità, o 2 unità di conto per chilo di peso lordo delle merci perdute o danneggiate, essendo applicabile il limite massimo ».

2. L'articolo 4, paragrafo 5 (d), è sostituito dal testo seguente:

« (d) L'unità di conto menzionata nel presente articolo consiste nel Diritto Speciale di Prelievo così come definito dal Fondo Monetario Internazionale. L'ammontare di cui alla lettera (a) del presente paragrafo viene convertito nella moneta nazionale sulla base del valore di detta moneta alla data fissata con legge dal Tribunale investito della controversia.

Il valore, in Diritto Speciale di Prelievo, della moneta nazionale dello Stato membro del Fondo Monetario Internazionale viene calcolato alla data in questione secondo il metodo di valutazione applicato dal Fondo Monetario Internazionale per le sue operazioni e transazioni. Il valore, in Diritto Speciale di Prelievo, della moneta nazionale di uno Stato che non sia membro del Fondo Monetario Internazionale, viene calcolato secondo quanto stabilito da detto Stato.

Tuttavia, uno Stato che non sia membro del Fondo Monetario Internazionale e la cui legislazione non permetta di applicare le disposizioni previste ai precedenti periodi può, al momento della ratifica del Protocollo del 1979 o dell'adesione a quest'ultimo o in qualunque altro momento successivo, dichiarare che il limite della responsabilità previsto da tale Convenzione è applicabile sul suo territorio è fissato come segue:

- i) per quanto riguarda la somma di 666,67 unità di conto di cui alla lettera (a) del paragrafo (5) del presente articolo, 10.000 unità monetarie;
- ii) per quanto concerne la somma di 2 unità di conto menzionate alla lettera (a) del paragrafo (5) del presente articolo, 30 unità monetarie.

L'unità monetaria di cui al precedente periodo corrisponde a 65,5 milligrammi di oro al titolo di 900 millesimi di fino. La conversione nella moneta nazionale delle somme di cui al presente periodo viene effettuata conformemente alla legislazione dello Stato interessato.

Il calcolo e la conversione menzionati ai precedenti paragrafi, devono essere effettuati in modo da tradurre in moneta nazionale dello Stato lo stesso valore reale, per quanto possibile, di quello espresso in unità di conto alla lettera (a) del paragrafo (5) del presente articolo.

Al momento del deposito di uno strumento di ratifica o di adesione e ogni qual volta si verifichi un cambiamento nel loro metodo di calcolo o nel valore della loro moneta nazionale in rapporto all'unità di conto o all'unità monetaria, gli Stati comunicheranno al depositario il loro metodo di calcolo, o i risultati della conversione a seconda dei casi ».

## ARTICOLO III.

Ogni controversia tra le Parti relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Protocollo, che non possa essere composta per via negoziale, viene sottoposta ad arbitrato, a richiesta di una di esse. Se, entro i sei mesi successivi alla data di richiesta dell'arbitrato, le Parti non giungono ad un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualsiasi di esse può sottoporre la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia, depositando una richiesta conformemente allo Statuto della Corte.

## ARTICOLO IV.

1. Ogni Parte contraente potrà, al momento della firma o della ratifica del presente Protocollo o della sua adesione ad esso, dichiarare di non ritenersi vincolata dall'articolo III del presente Protocollo.

2. Ogni Parte contraente che abbia formulato una riserva conformemente al paragrafo precedente potrà in ogni momento ritirarla mediante notifica indirizzata al Governo belga.

## ARTICOLO V.

Il presente Protocollo sarà aperto alla firma degli Stati che hanno firmato la Convenzione del 25 agosto 1924 o il Protocollo del 23 febbraio 1968 o che sono Parti alla Convenzione.

## ARTICOLO VI.

1. Il presente Protocollo sarà ratificato.

2. La ratifica del presente Protocollo da parte di uno Stato che non sia parte della Convenzione vale anche per la Convenzione.

3. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo belga.

## ARTICOLO VII.

1. Gli Stati non previsti all'articolo V potranno aderire al presente Protocollo.

2. L'adesione al presente Protocollo vale anche per la Convenzione.

3. Gli strumenti d'adesione verranno depositati presso il Governo belga.

## ARTICOLO VIII.

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito di cinque strumenti di ratifica o di adesione.

2. Per ogni Stato che ratificherà il presente Protocollo o vi aderirà dopo il quinto deposito, il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo il deposito del suo strumento di ratifica o di adesione.

## ARTICOLO IX.

1. Le Parti contraenti potranno denunciare il presente Protocollo mediante notifica al Governo belga.

2. La denuncia acquisterà efficacia un anno dopo la data di ricezione della notifica da parte del Governo belga.

## ARTICOLO X.

1. Ogni Stato contraente potrà, al momento della firma, della ratifica, dell'adesione, o in ogni momento successivo, notificare per iscritto al Governo belga quali sono, fra i territori sottoposti alla propria sovranità o di cui esso assicuri le relazioni internazionali, quelli ai quali si applica il presente Protocollo.

Il Protocollo sarà applicabile ai detti territori tre mesi dopo la data di ricezione di detta notifica da parte del Governo belga, ma non prima della data di entrata in vigore del presente Protocollo nei confronti di tale Stato.

2. Tale estensione varrà anche per la Convenzione ove questa non sia ancora applicabile a tali territori.

3. Ogni Parte contraente che abbia sottoscritto una dichiarazione ai sensi del paragrafo (1) del presente articolo, potrà, in ogni momento, avvertire il Governo belga che il Protocollo cessa di applicarsi ai territori in questione. Tale denuncia acquisterà efficacia un anno dopo la data di ricezione, da parte del Governo belga, della notifica di denuncia.

## ARTICOLO XI.

Il Governo belga notificherà agli Stati firmatari e aderenti:

1) Le firme, le ratifiche e le adesioni ricevute in applicazione degli articoli V, VI e VII.

2) La data dell'entrata in vigore del presente Protocollo in applicazione dell'articolo VIII.

3) Le notifiche relative all'applicazione territoriale fatta in attuazione dell'articolo X.

4) Le dichiarazioni e comunicazioni fatte in applicazione dell'articolo II.

5) Le dichiarazioni fatte in applicazione dell'articolo IV.

6) Le denunce ricevute in applicazione dell'articolo IX.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Bruxelles, il 21 dicembre 1979, nelle lingue francese e inglese, i due testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che resterà depositato negli archivi del Governo belga, che ne rilascerà copie certificate conformi.

*(Seguono le firme).*